



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
43000 Le Puy en Velay
ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Le Puy en Velay, le 25/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HAON Bernard

La Garnasse
43240 Saint-Just-Malmont

Références : UID4243-DSSP-025-186
Code AIOT : 0005600241

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2025 dans l'établissement HAON Bernard implanté La Garnasse 43240 Saint-Just-Malmont. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2025. Elle permet d'assurer le suivi de l'arrêté préfectoral BCTE/2024-99 du 9 août 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HAON Bernard
- La Garnasse 43240 Saint-Just-Malmont
- Code AIOT : 0005600241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

M. Haon exerce sur la commune de Saint Just Malmont une activité de vente de pièces détachées. Celles-ci sont issues de l'achat et de la dépollution de véhicules hors d'usage. Il ne dispose pas actuellement des agréments nécessaires à une telle activité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi Arrêté de mise en demeure n°BCTE/2024-99 du 9 Août 2024	Arrêté Préfectoral du 09/08/2024, article 1	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de l'important stockage de déchets liés à l'activité de ferrailage et de dépollution automobile ainsi que du risque d'incendie, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de prendre un arrêté de consignation de somme d'argent à l'encontre de M. Haon afin que ce dernier finalise l'élimination de ses déchets et sa cessation d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi Arrêté de mise en demeure n°BCTE/2024-99 du 9 Août 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Monsieur HAON, pour son installation exploitée au lieu-dit « La Garnasse » sur le territoire de la commune Saint Just Malmont, est mis en demeure de régulariser sa situation administrative au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Il devra ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> Dans un délai de 6mois, cesser son activité et entreprendre toutes les actions prévues aux articles R512-39 et suivants du code l'environnement. A cet effet les attestations de mise en sécurité, mémoire et éventuellement travaux établies par un organisme agréé en sites et sols pollués devront être transmises à l'administration. La mairie de Saint Just Malmont devra être également consultée sur l'usage de restitution du site.
<p>Constats :</p> <p>Un important stock de voitures hors d'usage, de pièces automobiles (moteurs) et bouteilles de gaz sont toujours présents sur le site. Les véhicules hors d'usage se trouvant en partie basse du site sont stockés à même le sol sans traitement des eaux pluviales par un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant entrepose toujours des pneumatiques sur la parcelle AM41 qui n'est pas comprise dans son arrêté d'autorisation de 1988 (n° ID4-88-445).</p> <p>L'interrogation du système SIV des plaques d'immatriculation relevées par sondage fait apparaître que les véhicules ne sont pas la propriété de M. HAON :</p> <ul style="list-style-type: none"> 6137 VD42 propriétaire MAZOYER Robert né le 8/03/1937 3714 KW43 propriétaire PETIT Christophe né le 20/12/1971 DG 204 DK propriétaire BOSTVIRONNOIS Alain né le 6/07/1968 CT 685 RK propriétaire MARTIN RENAUT Marie-Thérèse née le 8/03/1942 AZ 058 FG propriétaire GIUNTA Frédéric né le 3/08/1970 1284 KP43 propriétaire PEJON Nicolas né le 27/02/1970 AV 286 ET propriétaire SABATIER Romain né le 14/02/1987 <p>Pour mémoire, la dernière inspection du site en juin 2024 faisait état des mêmes constats :</p>

"Malgré un arrêté de mise en demeure pris à l'encontre de M. Haon, il est constaté que, depuis 2021 date de la dernière visite d'inspection du site, les écarts demeurent.

Sont ainsi toujours d'actualité :

- L'exercice d'une activité de stockage, dépollution de véhicules hors d'usage sans avoir les agréments nécessaires à cette activité ;
- des pneumatiques et bouteilles de gaz stockés sur des parcelles non visées par l'arrêté d'autorisation de 1988 ;
- les aires d'entreposage qui ne sont pas organisées par type d'éléments à stocker ;
- des véhicules à dépolluer présents en partie basse du site sur une zone non imperméabilisée et non protégée par un séparateur hydrocarbures ;
- certaines pièces détachées sont entreposées dans un autre bâtiment de l'autre côté de la route qui n'est pas situé dans le périmètre ICPE autorisé.

Par ailleurs, la protection incendie du site est perfectible :

- absence d'extincteurs contrôlés,
- manivelle de manoeuvre des trappes de désenfumage inaccessible,
- voie passage pompiers encombrée par une caravane.

M. Haon a indiqué avoir eu des soucis de santé et ne pas avoir pu respecter l'arrêté de mise en demeure cité ci-dessus. M. Haon, conscient de la situation, a proposé à l'inspection des installations classées de procéder à la cessation d'activité de son site soumis à autorisation."

L'inspection des installations classées avait ainsi proposé à M. le Préfet l'arrêté préfectoral BCTE/2024-99 du 9 Août 2024 afin d'encadrer la cessation d'activité du site et d'éviter un accident sur un site qui est partiellement protégé par rapport au risque d'incendie.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir travaillé sur l'évacuation de ses déchets dangereux et non dangereux. Toutefois, l'interrogation du logiciel Trackdéchets avec le n° de SIRET de l'entreprise de M. Haon (34883935800010) indique que son entreprise n'est pas inscrite à Trackdéchets. Ceci rend impossible la traçabilité des déchets, notamment dangereux, et la vérification des dires de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de la Haute-Loire de prendre un arrêté préfectoral de consignation de somme d'argent pour un montant de 77 929 euros correspondant aux coûts des opérations d'élimination de déchets et de réalisation des différentes prestations liées à la cessation d'activité du site par un bureau d'études sites et sols pollués. Les devis relatifs à ces différentes opérations sont en annexe du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

Annexe 1 : Devis évacuation des déchets

Annexe 2 : devis pour la délivrance des attestations dans le cadre de la cessation d'activité du site

Annexe 3 : photographies prises lors de la visite



